



RAPPORT DE L'ÉVALUATION DES 100
PREMIERS JOURS DU PRÉSIDENT ROCH
KABORE À LA PRÉSIDENTICE DU FASO

www.presimetre.bf

Mai 2016

Table des matières

I.	CONTEXTE ET JUSTIFICATION	3
II.	RESULTATS DE L'EVALUATION DES 100 JOURS DE RMCK	4
1.	BREF APERÇU METHODOLOGIQUE	4
2.	LE ROCHMETRE.....	5
a)	Rendre accessible une éducation de qualité.....	6
b)	Rendre accessibles à tous des services de santé de qualité	7
c)	Atteindre un taux d'accès à l'eau potable de 100% en milieu urbain et rural.....	8
d)	Rendre accessibles les services et infrastructures d'assainissement à au moins 70% de la population urbaine et 50% de la population rurale	9
e)	Augmenter les potentialités de production afin de faire reculer considérablement l'insécurité alimentaire à l'horizon 2020.....	11
f)	Donner à la jeunesse de véritables chances de s'épanouir et de participer au développement du pays.....	12
a)	Promouvoir la femme comme acteur dynamique de développement.....	13
3.	LES TENDANCES LOURDES.....	15
a)	Les Koglweogo.....	15
b)	Le mandat d'arrêt contre Guillaume SORO.....	16
c)	L'indépendance de la magistrature.....	18
d)	La menace terroriste	19
e)	Les délestages.....	20
f)	Le dialogue avec les syndicats.....	21
g)	La lutte contre la corruption	22
h)	La trajectoire générale adoptée par les nouvelles autorités	23
III.	DIALOGUE DEMOCRATIQUE SUR LES RESULTATS DE L'ENQUETE PRESIMETRE	24
1.	La méthodologie du dialogue.....	25
2.	La substance des débats.....	26
3.	Recommandations.....	27
IV.	CONCLUSION	27
V.	ANNEXE : QUESTIONNAIRE DU SONDAGE ET RESULTATS COMPLETS	29

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La Convention des organisations de la société civile pour l'observation domestique des élections (CODEL) dont le rôle original a été structurant dans le succès des élections couplées législatives et présidentielles du 29 novembre 2015, avec l'appui de Diakonia, vient de porter sur des fonds baptismaux le « PRESIMETRE ». Le PRESIMETRE est un programme de monitoring citoyen des politiques publiques nationales et locales par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Il permet de capitaliser l'expérience inédite de la CODEL dans le monitoring électoral et au-delà, offre des instruments et outils de mesure continue de la cadence du développement démocratique, inscrivant au cœur de la démocratie, l'imputabilité politique, la reddition des comptes et la participation citoyenne.

En effet, après les élections, tout n'est pas fini, les citoyens participent activement à la vie publique et influencent ainsi les politiques de développement pour des changements structurels grâce à l'expression de leurs perceptions, de leur satisfecit ou constatations de dysfonctionnements. Ces questions prioritaires mises sur agenda permettent de porter un plaidoyer dont les résultats sont mesurables à cadence régulière. Cette dynamique de redevabilité a été expérimentée au Sénégal (Mackymètre) et au Nigéria (Buharimeter) et opérationnalisée dans notre pays sous l'appellation « PRESIMETRE ». Sa mise sur orbite se fait à travers l'évaluation citoyenne des cent premiers jours du Président du Faso (30 décembre 2015 – 8 Avril 2016) qui en donne le tempo.

Tradition démocratique inspirée de la promesse de Napoléon en 1815¹ d'aller à l'assaut des forces coalisées après avoir mis en place une monarchie constitutionnelle, les « 100 premiers jours » sont devenus un baromètre tant pour les dirigeants politiques que pour les managers. Cette période permet de se faire une opinion (perceptions) sur le style de leadership, les prémices des changements promis et les premiers actes forts. Elle permet également de sonder la confiance (légitimité) et enfin d'indiquer une trajectoire, un cap qui peut être maintenu ou infléchi par les perceptions initiales. La vocation de cette évaluation citoyenne, prenant prétexte des 100 premiers jours, a donc une portée utilitaire qui est renforcée par la crédibilité, la notoriété et la confiance agrégée de la CODEL et de ses partenaires.

Pénétrée de ces enjeux, la CODEL avec l'appui de Diakonia a donc procédé ainsi qu'il suit :

- 1) Organisation d'un atelier de présentation du PRESIMETRE et de sa composante ROCHMETRE, focalisée sur l'évaluation citoyenne des cent premiers jours du Président du Faso : Bobo – Dioulasso, 30 Mars – 2 Avril 2016.

¹ Napoléon avait promis de réussir sa mission en moins de 100 jours et sa promesse est restée engloutie dans la défaite de Waterloo.

- 2) Lancement d'une campagne de communication sur l'évaluation citoyenne des cent premiers jours : 3 – 7 Avril 2016
- 3) Organisation du sondage pour collecter les perceptions citoyennes sur les cent premiers jours : 8 – 12 Avril 2016
- 4) Traitement et analyse statistique des résultats du sondage d'opinion : 13 – 17 Avril 2016
- 5) Présentation des résultats du sondage sous la forme d'un dialogue démocratique ouvert à toutes les parties prenantes de la gouvernance démocratique : 18 Avril 2016

Conformément à l'esprit du PRESIMETRE, la démarche d'évaluation citoyenne permet d'agrèger des résultats et des pistes d'action sur des domaines prioritaires ; lesquels sont portés à l'attention des autorités responsables dans une démarche de plaidoyer. Ainsi, le Président du Faso, approché à cet effet, a confirmé l'organisation d'une plate – forme communicationnelle de réponse aux préoccupations citoyennes. Ce sera sous la forme d'un dialogue direct radio télévisé dont la trame de dialogue sera le rapport de l'évaluation des cent jours.

Le présent rapport met alors l'accent sur les résultats de l'évaluation des 100 jours du Président du Faso, la substance des échanges lors du dialogue démocratique et traite de leçons à tirer de cette évaluation.

II. RESULTATS DE L'ÉVALUATION DES 100 JOURS DE RMCK

Avant d'exposer les résultats obtenus suite à l'analyse des données collectées sur la plateforme PRESIMETRE, il importe de rappeler sommairement la méthodologie utilisée. Les résultats statistiques sont ensuite présentés et commentés à la lumière des grands enjeux qui traversent notre pays depuis le changement politique intervenu en octobre 2014. Les données statistiques désagrégées et le questionnaire ayant servi à la collecte de données sont en annexe.

1. BREF APERÇU METHODOLOGIQUE

Du 8 au 12 avril 2016, les citoyens ont pu se prononcer à travers trois canaux : le SMS (aucun besoin de connexion internet), l'Application Android et le Web (www.presimetre.bf). Le questionnaire comportait deux grandes parties : le **ROCHMETRE** qui a consisté pour les citoyens à se prononcer sur des engagements pris par le Président du Faso et les **tendances lourdes** qui a consisté à une collecte des avis sur la manière dont certaines questions ont été gérées par le Gouvernement au cours des 100 premiers jours de présidence.

➤ Les objectifs poursuivis :

- Analyser la perception des populations sur les engagements du Président du Faso
- Evaluer le niveau de confiance des populations sur le respect des engagements pris par le Président du Faso et la trajectoire adoptée par le gouvernement

- Evaluer le niveau de satisfaction des populations sur les "tendances lourdes" des 100 premiers jours.

➤ **Le traitement et l'analyse des données**

- La fusion des bases de données sous format STATA
- L'apurement de la base de données

Sur un échantillon initial de 2088, la taille de l'échantillon finale apurée était de 2052

- L'élaboration des indicateurs à partir de la base de données apurée après avoir appliqué la technique de redressement par pondération.

➤ **Les limites du sondage**

- Le répondant peut mal comprendre certaines questions (aucun interlocuteur pour lui expliquer)
- Le profil des répondants n'est pas connu à priori et l'on fait recours au redressement de l'échantillon
- un même individu peut être tenté de répondre plusieurs fois.
- L'infrastructure technologique utilisée limite la taille et la structures du questionnaire (aucune possibilité de faire des commentaires sur les réponses faites)

➤ **Les avantages du type de sondage utilisé**

- Réduction des délais
- Réduction des erreurs (aucune influence possible d'un éventuel enquêteur, réponses directement enregistrées sur la plateforme, pas d'intermédiaire pour la saisie des réponses)
- Suppression des frontières (participation de burkinabè de l'extérieur)
- Innovation (avec l'utilisation d'outils technologiques)

2. LE ROCHMETRE

La question chapeau posée dans cette rubrique était formulée de la manière suivante : **Au regard des actes posés en ces 100 premiers jours de la présidence de Roch Marc Christian KABORE, avez-vous le sentiment que ses engagements pourraient être tenus ?** En rappel, les engagements du président Roch Marc Christian KABORE étaient les suivants :

- Rendre accessible une éducation de qualité
- Rendre accessibles à tous des services de santé de qualité
- Atteindre un taux d'accès à l'eau potable de 100% en milieu urbain et rural
- Rendre accessibles les services et infrastructures d'assainissement à au moins 80% de la population urbaine et 50% de la population rurale
- Augmenter les potentialités de production afin de faire reculer considérablement l'insécurité alimentaire à l'horizon 2020

- Donner à la jeunesse de véritables chances de s'épanouir et de participer au développement du pays
- Promouvoir la femme comme acteur dynamique de développement

Que retenir des opinions des Burkinabè quant au respect de ses engagements à l'issue de ces cent premiers jours ?

a) Rendre accessible une éducation de qualité

L'éducation est une des priorités du président KABORE. Cette question est apparue pendant la campagne électorale comme un des principaux sujets, même si la qualité des offres électorales en la matière était variable. Pour son mandat à la tête du Burkina, le président KABORE a promis de s'attaquer à ce secteur stratégique en améliorant l'offre éducative de manière substantielle. A l'issue de cent jours, qu'en pensent les Burkinabè ? Est-ce que ces cent jours ont permis de prendre au sérieux cette promesse ? L'analyse des données de manière générale de presque la moitié des Burkinabè (47%) a une opinion positive quant aux perspectives de résolution des problèmes en matière d'éducation. Cependant, une proportion importante ne partage pas cet optimisme. En effet, 43% des enquêtés affirment de ne pas faire confiance à la politique envisagée pour rendre accessible une éducation de qualité. L'analyse désagrégée des données indique que ce sont les Burkinabè de l'extérieur qui manifestent le plus d'optimisme (47%), suivis des citoyens résidant en milieu rural (55%) et de ceux du milieu urbain (53%). Selon la catégorie socioprofessionnelle, le niveau de confiance le plus élevé se situe au niveau des élèves (74%) et le niveau le plus bas est au niveau des chômeurs (26%) et des étudiants (36%). Si les perceptions des citoyens peuvent paraître paradoxales quant à la variable milieu de résidence, l'analyse des données selon la catégorie socioprofessionnelle corrobore les réalités du terrain. En effet, dans le milieu des étudiants et des chômeurs, les conditions de vie sont très difficiles.

Depuis des années, l'Etat burkinabè peine à engager des réformes structurelles pour accroître l'offre en matière académique et social dans les différentes universités publiques du pays. L'Etat n'a pas également pu développer une politique de l'emploi digne de ce nom, accentuant ainsi le chômage massif au niveau des jeunes. Une des variables explicatives de l'échec en

matière de politique d'emploi est la faible employabilité des produits du système éducatif dont le contenu n'est pas suffisamment adapté aux exigences de l'économie nationale. Cela

explique le fait que dans les milieux où opèrent des mouvements de gauche radicaux, il s'est développé, la précarité sociale aidant, une idéologie « antisystème » dont les principes jurent avec la démocratie pluraliste. Ce n'est donc pas surprenant si les étudiants sont ceux qui manifestent le plus de réserve quant à la capacité du pouvoir en place de réformer le secteur de l'éducation. Une grande partie des chômeurs, notamment les diplômés des universités, a été socialisée dans cette idéologie qui reflète un désenchantement face à la démocratie et à la classe politique actuelle. Il est évident que la performance du nouveau gouvernement dans le domaine de l'éducation continuera à susciter le débat, car l'éducation est fondamentale dans une économie. C'est l'un des secteurs qui contribuent à maintenir le Burkina dans un positionnement peu enviable au niveau de l'indice du développement humain sur la base duquel le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) classe les pays chaque année (183^{ème} en 2015 sur 188 pays classés). C'est également l'un des secteurs les plus difficiles à réformer en raison des potentielles résistances des acteurs qui l'animent (enseignants, étudiants, personnels administratifs, etc.).

b) Rendre accessibles à tous des services de santé de qualité

En matière d'accès aux services de santé de qualité, les données ne changent pas substantiellement au niveau national en comparaison avec l'éducation. En effet, environ la moitié des enquêtés (48%) ont une opinion positive quant à la capacité du président KABORE à tenir cette promesse électorale, contre 43% qui expriment le point de vue contraire. Le constat est que s'agissant du milieu de résidence, c'est dans le milieu rural que le niveau de confiance est plus faible, avec 46%, contre 52% pour les Burkinabè résidant à l'extérieur et 54% pour ceux résidant en milieu urbain. Au niveau des régions, les statistiques montrent que le niveau le plus faible a été enregistré dans la région de l'Est (24%) tandis que le niveau de confiance le plus élevé a été observé dans la Boucle du Mouhoun (64%). La région du Centre où est située la capitale Ouagadougou est en deçà du pourcentage enregistré au plan national avec 41% d'enquêtés qui affirment faire confiance à la politique du président KABORE en matière de santé. Les attentes des Burkinabè en matière de santé sont très grandes et le président KABORE et son équipe en sont certainement conscients.

On comprend donc pourquoi le chef du gouvernement a consacré une grande partie de sa déclaration de politique générale sur les questions sociales en général et sur la santé en particulier. L'annonce du recrutement d'agents de santé communautaire par le gouvernement a dû influencer les opinions des Burkinabè, en tant que

concrétisation de la volonté de l'Etat de trouver des solutions aux problèmes sanitaires des populations. La question de la gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de 0 à 5 ans est une des annonces politiques les plus importantes, qui marque une volonté de prendre en compte les attentes des populations les plus vulnérables. Le niveau de confiance des populations peut être considéré toutefois comme disproportionné par rapport à la qualité des politiques publiques qui sont envisagées, pour qui connaît les réalités de l'administration africaine et burkinabè en particulier. A l'évidence, les politiques de gratuité en matière sanitaire sont tributaires de la capacité de l'Etat à suivre et évaluer sur le terrain l'exécution des instructions données par le gouvernement, notamment à améliorer la qualité de la gouvernance de manière générale. Les politiques de gratuité ne peuvent réussir que lorsque les autorités prendront des mesures fortes pour contrôler la corruption et l'indiscipline dans les centres de santé. En clair, entre la théorie et la pratique, des grandes distorsions sont possibles si des mesures ne sont pas prises en amont en matière de gouvernance. C'est pourquoi, une grande attention doit être portée aussi par l'Etat que par la société civile sur le respect strict des politiques définies par l'Etat en vue d'assurer le plein succès de mesures prises pour soulager les populations vulnérables.

c) Atteindre un taux d'accès à l'eau potable de 100% en milieu urbain et rural

L'eau potable a été de tous temps identifiée comme la première priorité des Burkinabè selon les sondages réalisés par le Centre pour la gouvernance démocratique dans le cadre du réseau Afrobaromètre et World value survey. Les données montrent que le niveau de confiance des populations est plus élevé par rapport à la santé et à l'éducation. Il est en effet de 55,80% contre 47% pour l'éducation et 48% pour la santé. Ce sont les populations urbaines qui manifestent le plus de confiance (60%), suivies des populations rurales (51%) et des Burkinabè de la diaspora (50%). La comparaison urbain-rural indique clairement que les populations rurales semblent les plus critiques car 41% affirment ne pas faire confiance à la politique du président KABORE sur la question de l'eau. Ces données confirment les résultats des sondages du CGD qui ont toujours mis en évidence le fait que la question de l'eau soit plus prégnante en milieu rural.

L'analyse au niveau régional indique que ce sont les régions du plateau central (19%), du Sahel (19%) et du Nord (19%) que le niveau de confiance est plus bas, tandis qu'il est plus élevé dans la Boucle du Mouhoun (55%) et dans le Centre-Est (58%). En désagrégeant les statistiques selon la variable sexe, il apparaît que les hommes et les

femmes n'ont pas les mêmes perceptions. En effet, chez les femmes, 42% des personnes enquêtées affirment ne pas faire confiance à la politique du président KABORE, contre 39% qui affirment le contraire. Chez les hommes par contre, 54% affirment faire confiance à la politique du président, contre 29% qui affirment le contraire.

On voit ici une nette différence de perception qui peut s'expliquer par la division de travail social en matière de gestion de l'eau. En effet, en milieu rural et même dans certains milieux urbains, ce sont les femmes qui assurent la corvée d'eau et qui s'occupent des tâches domestiques. Par conséquent, il est normal qu'elles aient des opinions différentes. Et il est certainement plus réaliste de privilégier leurs opinions par rapport à celles des hommes. La gestion du problème d'eau interpelle tous ceux qui aspirent à gouverner le Burkina, et surtout les autorités actuelles auxquelles le peuple a confié son destin pour les cinq prochaines années. L'accès à l'eau détermine l'accès à l'éducation, à la santé, à un environnement sain, etc. A titre illustratif, les corvées d'eau dans les zones rurales et semi urbaines constituent un des obstacles pour la scolarisation des jeunes filles².

En plus, la qualité de l'eau joue énormément sur la santé des populations, et donc sur la capacité du Burkina à faire émerger une force productive forte, dynamique et capable d'être un acteur de développement. Il est dès lors évident qu'aucune politique de développement n'est possible sans l'accès à l'eau potable pour tous. Or, ce qui se passe actuellement en termes de politique d'eau ressemble à une distribution de robinets qu'à une distribution d'eau, car même les centres urbains comme Ouagadougou ne sont pas épargnés des coupures d'eau. Avoir un abonnement avec la société en charge de l'eau (ONEA) ne signifie pas dans la pratique avoir accès à l'eau potable. Il est donc temps que les nouvelles autorités prennent des mesures pour diagnostiquer les problèmes et réformer la politique de l'eau. Dans cette optique, la qualité de la gouvernance doit être analysée profondément ainsi que celle des installations techniques de l'ONEA. Le président du Faso peut solliciter une expertise internationale pour effectuer ce diagnostic, tout en associant les experts nationaux, pour qu'enfin une feuille de route soit lancée en vue d'aller résolument avec une politique efficace en matière de gestion de l'eau.

d) Rendre accessibles les services et infrastructures d'assainissement à au moins 70% de la population urbaine et 50% de la population rurale

Sur la question de l'assainissement, les opinions des Burkinabè sont largement équilibrées, avec 43,10% (confiance) et 43,90% (pas confiance). De manière générale, le constat qui se dégage est que le niveau de confiance est plus faible par rapport à celui enregistré au niveau de la santé (48%), de l'éducation (47%) et de l'eau (55,80%). En outre, en désagréant par

² Afsata PARE/KABORE, *La problématique de la scolarisation des jeunes filles au Burkina Faso*, Ouagadougou, 2003

la variable sexe, on retrouve le constat de disparité entre les opinions des femmes et celles des hommes. En effet, sur cette question également, les femmes sont plus exigeantes et critiques que les hommes. Elles sont 46% à affirmer leur confiance à la politique contre 50% pour les hommes.

Cela peut s'expliquer également par la division des rôles sociaux. Au niveau du milieu de résidence, il n'existe pas de différence substantielle au niveau des populations urbaines (47%) et rurales (48%). En revanche, la diaspora a affiché le niveau de confiance le plus faible, soit 43%, qui correspond à la moyenne nationale.

Lorsqu'on analyse les perceptions au niveau régional, on constate que le niveau de confiance le plus bas a été enregistré dans les Hauts Bassins et le Sud-Ouest

avec respectivement 29% et 33%. Le niveau de confiance le plus élevé a été enregistré dans le Centre-Est et le Centre-Sud avec respectivement 62% et 66%.

Il est évident que la question de l'assainissement est fondamentale dans notre pays, car elle a des effets sur la qualité de la vie. En matière de santé par exemple, les problèmes d'assainissement se posent avec acuité car de nombreuses maladies sont liées au fait que les populations, notamment les plus vulnérables ne vivent pas dans un environnement sain. Pour résorber ce problème, les leviers sont nombreux. Il y a d'abord des efforts à faire au niveau de l'Etat pour accroître les moyens des services en charge du problème d'assainissement. Et à cet égard, l'action des communes est également à prendre en compte. En plus des efforts que l'Etat doit déployer au plan national, il importe que les élus locaux prennent en charge ces questions sur lesquelles ils sont aussi redevables. Il faut donc espérer que les élus locaux travaillent à définir une politique pertinente dans ce domaine. Ensuite, il faudra miser sur l'éducation des citoyens pour leur expliquer la nécessité de travailler pour assainir le cadre de vie. L'action de la société civile est fondamentale puisqu'elle est plus proche des populations. Mais au-delà de ces actions, c'est toute la politique économique de l'Etat qui est ici interrogée, dans la mesure où la question des moyens détermine le succès de toute politique. Dès lors, tant qu'une réforme profonde de notre économie n'est pas effectuée, il sera difficile pour le président KABORE de tenir cette promesse, c'est-à-dire de fournir aux Burkinabè des services d'assainissement de qualité à l'issue de son mandat.

e) Augmenter les potentialités de production afin de faire reculer considérablement l'insécurité alimentaire à l'horizon 2020

La question de l'insécurité alimentaire a toujours été au centre des priorités des Burkinabè. Elle fait partie des principales priorités identifiées par les enquêtes Afrobaromètre et World value survey, avec l'eau et la santé. La sécurité alimentaire vient d'ailleurs en seconde position après l'accès à l'eau en termes de besoins des populations. Il ressort de la présente enquête que la moitié des enquêtés fait confiance à la politique envisagée par le président KABORE contre 39,50% qui déclarent le contraire. Par rapport aux questions (santé, éducation, eau, assainissement), c'est le niveau de confiance le plus élevé. En analysant les données par milieu de résidence, c'est dans le milieu rural (56%) que le niveau de confiance est plus élevé par rapport au milieu urbain (46%) et aux Burkinabè de la diaspora (52%). Au niveau de la variable sexe, le constat est que la moitié des hommes et des femmes approuvent à 50% la politique du président KABORE, même si la proportion des personnes qui affirment le contraire est légèrement plus élevée (40%) chez les hommes que les femmes (36%). Le présent sondage attire l'attention des plus hautes autorités sur la nécessité de trouver des réponses concrètes et durables à ce problème épineux face auquel l'ancien régime n'a pu élaborer des politiques publiques pertinentes. Certes, depuis les années 1980 à la faveur de la révolution démocratique et populaire, les politiques agricoles ont connu une nette amélioration. Des efforts importants ont été consentis pour réduire la dépendance économique du Burkina vis-à-vis de l'extérieur.

Le slogan « consommons burkinabè » visait dans ce sens à minimiser les effets de « l'impérialisme économique » dont le Burkina souffrait. A la fin de la révolution, un relâchement a été observé à la faveur du recyclage de la politique étrangère et des politiques agricoles impulsées par le régime

COMPAORE. D'une politique d'autonomie et de souveraineté alimentaire, le pays a renoué avec le référentiel du libre-échange proposé par les puissances occidentales. Aujourd'hui, le bilan de la mise en œuvre de cette option économique est très mitigé et appelle à des réformes profondes. Celles-ci doivent intégrer la politique commerciale, la question de la maîtrise de l'eau, la recherche agronomique, l'encadrement des paysans, la modernisation de l'agriculture, etc. Ces réflexions doivent dépasser le cadre national et s'insérer dans le cadre régional. En effet, la CEDEAO et l'UEMOA doivent harmoniser leurs politiques

économiques afin que la question de la souveraineté alimentaire, et plus généralement de l'émergence de l'Afrique, ne soit plus abordée au niveau national mais donne lieu à une stratégie panafricaine. De ce point de vue, le président KABORE et son gouvernement pourraient, dans le cadre de la politique étrangère du Burkina, aider à impulser cette nouvelle dynamique au plan régional.

f) Donner à la jeunesse de véritables chances de s'épanouir et de participer au développement du pays

Les perceptions des enquêtés sur la politique en matière de jeunesse occupent une place de choix dans les agendas des partis politiques. Cela en raison du rôle pivot qu'elle joue dans le processus démocratique au Burkina Faso. La performance du président KABORE à l'issue de ses cent jours à la tête de l'Etat est diversement appréciée par les populations. Ils sont en effet 44,70% des enquêtés à faire confiance à sa politique contre 46,50% qui pensent le contraire. Les données sont donc relativement équilibrées, ce qui met en évidence le caractère controversée de la question. Les jeunes (18 à 35 ans) eux-mêmes sont divisés sur la question, car si 47% approuvent la politique, environ la même proportion (46%) pense le contraire. En se basant sur la variable sexe, ce sont les hommes qui sont les plus sceptiques avec 42% de niveau de confiance contre 59% pour les femmes. Ces dernières sont donc celles qui affichent le niveau de confiance le plus élevé. Enfin, la variable milieu de résidence permet de montrer que c'est dans le milieu urbain que le niveau de confiance est plus bas, avec 36%, alors qu'en milieu rural et à l'extérieur, la moitié des enquêtés approuve la politique du président KABORE.

Le ROCHMETRE interpelle le président KABORE quant à ses engagements envers la jeunesse.

Les jeunes sont présentés par tous les partis politiques et les gouvernements qui se sont succédé comme une couche stratégique avec laquelle il faut compter. Tous les candidats à la présidentielle ont promis de faire de la jeunesse le fer de lance du développement et de lui donner tous les droits en vue lui permettre de jouer un rôle moteur dans la société burkinabè. Cependant, dans la pratique, les actions réalisées ne

sont pas à la hauteur des attentes des jeunes. Le président KABORE et son gouvernement ont annoncé le recrutement de 4200 jeunes dans le domaine de l'enseignement. Ce recrutement massif devrait permettre de soulager les jeunes en situation de chômage.

Cependant, il faut reconnaître qu'une telle politique est loin d'apporter des réponses durables ni pour les problèmes de l'éducation nationale ni pour le chômage des jeunes. Il est à craindre, vu les conditions précaires qui sont proposées aux jeunes enrôlés dans ce programme, que le secteur de l'enseignement connaisse une instabilité. Ces jeunes n'ont ni la vocation ni la motivation nécessaires pour enseigner dans la sérénité et avec professionnalisme.

Au regard de ces considérations, il importe de rappeler que les véritables conditions de l'insertion socio-professionnelle des jeunes résident dans la réforme du système éducatif et une réforme profonde de l'économie nationale. Au plan politique, il est regrettable que le gouvernement ne compte en son sein aucun jeune (moins de 35 ans selon la charte africaine de la jeunesse adoptée par l'Union africaine en 2006 et ratifiée par le Burkina en 2008). Le gouvernement de transition n'avait pas non plus compté en son sein des jeunes malgré les prescriptions de la charte de la transition qui a clairement prévu la présence des jeunes dans tous les principaux organes institués (collège de désignation du président du Faso, gouvernement, conseil national de la transition). C'est dire que le travail reste à faire pour véritablement engager une rupture avec les politiques en matière de jeunesse et aller au-delà des discours pour faire des jeunes des acteurs du développement.

a) Promouvoir la femme comme acteur dynamique de développement

Comme les jeunes, les femmes sont considérées comme le fer de lance de la nation, de par leur rôle central dans le développement du pays. Mais comme les jeunes aussi, elles sont laissées pour compte. Ce n'est donc pas une surprise qu'elles figurent au rang des engagements du président KABORE. Ils sont 46,30% des enquêtés à affirmer leur confiance à la politique du président KABORE en matière de promotion des droits des femmes, et un peu plus d'un enquêté sur trois (37%) exprime l'avis contraire. Ce qui est frappant dans les statistiques, et en comparaison avec les autres engagements du président du Faso, c'est que le taux des personnes qui optent pour la modalité « Ne sait pas », est de 16,70%.

En termes d'hypothèse, une telle attitude peut s'expliquer soit par le déficit de lisibilité de la politique du président KABORE sur cette question, soit par un scepticisme des populations par rapport à la politique envisagée. Il est vrai qu'à l'issue des cent jours du président KABORE à la tête de l'Etat, le gouvernement n'a annoncé aucune mesure d'envergure envers les femmes. Malgré cela, on constate que le niveau de confiance a atteint la moitié des enquêtés s'agissant des Burkinabè de la diaspora (53%) et les populations rurales (51%), alors qu'au niveau urbain, le niveau de confiance (41%) est en deçà de la moyenne nationale qui est de 46,30%. C'est surtout au niveau des jeunes filles (18 à 35 ans) que le niveau de confiance est le plus élevé, avec 63% contre 43% pour les jeunes hommes. Quant aux personnes âgées de plus de 35 ans, leur niveau de confiance se situe au niveau de la moyenne nationale.

S'il est vrai que presque la moitié des enquêtés sont confiants quant à la pertinence des choix politiques opérés par le président KABORE pour faire avancer les droits des femmes, cela ne doit pas occulter le fait que le nouveau pouvoir ne s'est pas illustré par des annonces ou actions de grande envergure sur la question des femmes.

Au plan politique, l'actuel gouvernement n'a pas innové outre mesure au niveau du nombre de femmes ministres. Il est à noter

cependant qu'il a eu le mérite de nommer une femme au ministère des finances, un des postes les plus importants dans le gouvernement. Au niveau du parlement, la loi sur le quota genre de 2009 n'a pas changé grand-chose dans la composition de l'institution à cause des résistances des partis politiques pour le respect du quota de 30% imposé par la loi.

L'avènement de la transition qui a suscité un espoir à tous les niveaux, n'a pas apporté une plus-value à la représentativité des femmes au sein du parlement. En effet, sur quatre-vingt-dix (90) députés que comptait le CNT, seulement douze (12) étaient des femmes, soit un taux de présence de 13,33% ce qui représente un taux de régression de 5,57%. Cette régression s'est malheureusement fait remarquée à l'issue des élections couplées, présidentielle et législatives du 29 Novembre 2015, on dénombre seulement une dizaine d'élues de sexe féminin sur cent vingt-sept (127) députés, un chiffre à la baisse par rapport aux trois dernières législatures.

Si cela n'est pas imputable au régime actuel, il est important que ce dernier prenne des mesures volontaristes pour réviser la loi sur le quota afin d'assurer une pleine participation des femmes dans les instances de décision. La relecture de la Constitution et les réformes institutionnelles et politiques que le président KABORE a annoncée devraient permettre de mettre ces questions sur agenda en vue de trouver des solutions durables. Au plan socioéconomique, le président KABORE a promis de s'attaquer à la pauvreté qui affecte les femmes, surtout en milieu rural. De tels efforts seront renforcés par des politiques en matière d'éducation, de santé, de soutien aux activités génératrices de revenus, etc. Déjà avec l'annonce de la gratuité des soins pour les femmes enceintes et les réformes annoncées sur l'accès à l'eau, il est probable de penser d'ici à la fin du quinquennat à une amélioration des conditions de vie et de travail des femmes. Au-delà de ces politiques, le véritable enjeu auquel le président devrait faire face est l'appropriation du concept genre par l'ensemble des acteurs institutionnels, politiques et sociaux. Toutes les politiques, qu'elles soient

publiques ou privées (société civile, ONG, etc.) doivent être sensibles au genre. Et ceci est un travail de longue haleine pour lequel le rôle du président du Faso est fondamental, comme d'ailleurs cela a été démontré par l'expérience de la révolution.

3. LES TENDANCES LOURDES

Il s'agit de la deuxième grande partie du questionnaire. La question introductive était : **Au regard du contexte national des 100 premiers jours de la présidence de Roch Marc Christian KABORE, quel est votre avis sur la manière dont les questions ci-après ont été gérées ?** Les questions posées aux Burkinabè concernaient les sujets suivants :

- Les Koglweogo
- Le mandat d'arrêt contre Guillaume Soro
- L'indépendance de la magistrature
- La menace terroriste
- Les délestages
- Le dialogue avec les syndicats
- La lutte contre la corruption
- La trajectoire générale adoptée par les nouvelles autorités

Quelles sont les opinions des Burkinabè sur la façon dont le président a géré ces problèmes qui ont émaillé ses premiers jours à la tête de l'Etat ?

a) Les Koglweogo

L'une des défis majeurs qui se présentent au Burkina post insurrectionnel est sans conteste le défi sécuritaire. Au plan régional, le Burkina évolue dans un contexte marqué par une forte instabilité et la montée du terrorisme. Au niveau national, cette menace s'est concrétisée avec les attaques terroristes dont la capitale Ouagadougou a été la cible le 15 janvier 2016. Dans certaines provinces du pays, face à l'absence des forces de défense et de sécurité, les populations ont mis sur pied les milices privées appelées Koglweogo. Les exactions commises par certains et les résultats qu'ils obtiennent sur le terrain suscitent des controverses. Le gouvernement a choisi, au lieu de démanteler ces milices, de les encadrer pour qu'elles restent dans le cadre légal. La présente enquête montre que la population désapprouve largement la gestion gouvernementale de ce problème. Ils sont en effet environ six enquêtés sur dix (59%) à marquer leur désaccord avec la stratégie du nouveau gouvernement.

Cette désapprobation est plus forte dans les centres urbains (66%) qu'en milieu rural (51%) et à l'extérieur du pays (56%). Le niveau de désapprobation selon les régions indique que c'est dans les régions du Sud-Ouest et des Hauts Bassins que la population est plus critique avec la politique gouvernementale, avec respectivement 20% et 22% seulement des enquêtés qui l'approuvent. Les régions dans lesquelles le niveau d'approbation est plus fort

sont celles de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Sud, avec respectivement 45% et 50%. Au niveau des catégories socioprofessionnelles, ce sont les chômeurs qui approuvent le moins cette politique, avec 29% et les agriculteurs sont ceux qui manifestent la plus grande adhésion, avec 47%. Ces données peuvent s'expliquer par le caractère rural de la question des Koglweogo et le fait que l'insécurité dont il est question touche essentiellement les paysans. Ces derniers trouvent les milices efficaces même si ils ne partagent pas forcément leurs méthodes.

Comme le montre éloquemment les données au niveau national, le ROCHMETRE met en évidence la forte opposition des Burkinabè à la gestion ambiguë de cette question sécuritaire et aux risques qu'elle présente pour les droits humains et la sécurité nationale en général. Après l'apparition de ces milices privées, le malaise sécuritaire s'est accru. L'attitude ambiguë

du gouvernement sur ces milices a jeté le doute sur sa volonté de prendre des mesures fortes en vue de faire respecter les droits humains, notamment le principe de la présomption d'innocence, l'interdiction de la torture, etc. Le ministre en charge de la sécurité a plutôt opté pour le maintien et l'encadrement de ces milices qui, tout en dissuadant les vols, constituent une source d'insécurité et même de conflits intercommunautaires. Les exemples de la Centrafrique, de la République démocratique du Congo, et même l'expérience des Comité de défense de la révolution sous le régime SANKARA, doivent attirer l'attention sur les risques pour l'Etat de tolérer la violence et la justice privées. Le Burkina a choisi d'être un Etat de droit dans lequel seule la puissance publique doit exercer la violence (elle-même légalement encadrée) et garantir les droits et libertés de tous les habitants. Il est de la responsabilité du président du Faso, chef de l'exécutif et garant du respect de la Constitution de veiller à la sauvegarde de l'Etat de droit en développant une véritable politique de sécurité qui respecte les droits humains tout en combattant sans faiblesse la criminalité.

b) Le mandat d'arrêt contre Guillaume SORO

L'un des sujets qui a dominé l'actualité du Burkina au plan de la politique internationale, c'est bien l'affaire du mandat d'arrêt contre Guillaume SORO. Au même titre que la question des Koglweogo, la gestion de cette tension diplomatique entre le Burkina et la Cote d'Ivoire a divisé les Burkinabè. Plus de la moitié des enquêtés (52,30%) marquent leur désaccord à la voie diplomatique choisie par le président KABORE pour régler le contentieux avec la Cote

d'Ivoire. Ce désaccord est plus important au niveau des populations urbaines (59%) qu'au niveau de la diaspora (52%) et des populations rurales (43%). Au niveau des catégories socioprofessionnelles, ce sont les étudiants et les salariés du secteur privé formel qui manifestent la plus grande opposition, avec respectivement 35% et 33% d'enquêtés qui approuvent la politique du président KABORE. Ces données peuvent s'expliquer par le caractère très sensible de cette question qui est liée au putsch manqué de septembre 2015 par lequel le régiment de sécurité présidentielle a tenté de mettre fin à la transition et remettre en cause les acquis de l'insurrection populaire d'octobre 2014. Ce putsch manqué a donné lieu à des pertes en vies humaines et à de nombreux cas de violations des droits humains. De ce point de vue, opter pour la voie diplomatique comme l'a fait le président KABORE, est perçu comme une caution à l'impunité. Le peuple burkinabè s'est engagé depuis la chute de Blaise COMPAORE à combattre l'impunité sous toutes ses formes, et le manque de fermeté du président KABORE sur cette question semble aux antipodes de cette volonté populaire. Les résultats corroborent les données de l'enquête Afrobaromètre réalisée en 2015 par le CGD selon laquelle 62% des Burkinabè souhaitent que la vérité se fasse sur les crimes commis pendant l'insurrection populaire d'octobre 2014. Devant cette soif de justice et de vérité, la stratégie de règlement à l'amiable peut affecter la légitimité du président KABORE qui a promis de réhabiliter la justice.

Cependant, malgré ces considérations légitimes, il convient de ne pas occulter que le président du Faso, en tant que garant de la sécurité des Burkinabè et des bonnes relations entre le Burkina et les pays voisins, doit naturellement veiller que l'amitié entre le Burkina et la Côte d'Ivoire soit préservée. En effet, depuis 2008, les deux pays sont liés par un traité d'amitié, et ils sont liés par de nombreux facteurs géographiques, économiques,

politiques, sécuritaires, etc. Dans cette perspective, toute crise entre les deux pays est préjudiciable aux Burkinabè, dont environ trois millions vivent sur le sol ivoirien. Le président KABORE, en tant que chef de la diplomatie, ne doit donc pas occulter cet aspect important, car en politique internationale, seule la puissance compte. Le rapport de force est un élément structurant des relations entre Etats, au-delà des questions de droit. En clair, le président KABORE fait face à un véritable dilemme : concilier la soif de justice des Burkinabè avec le maintien des relations amicales entre les deux pays. Ces deux exigences ne sont

pourtant pas inconciliables, car autant la diplomatie peut être mobilisée pour préserver la paix, autant elle peut être mobilisée pour la cause de la justice. En d'autres termes, le président KABORE peut, à l'amiable, obtenir de la Côte d'Ivoire l'extradition des personnes poursuivies. Mais cette question dépendra de la politique domestique en Côte d'Ivoire, selon que Guillaume SORO et Alassane OUATTARA, restent alliés ou pas, et selon la manière dont la succession de OUATTARA, va se jouer. Au Burkina Faso, il est clair que le peuple n'arrêtera pas son combat pour obtenir justice, et toutes tentatives de faire obstacle à cette légitime quête de justice doit être totalement bannie de l'agenda des dirigeants.

c) L'indépendance de la magistrature

La question de l'indépendance de la justice est très cruciale dans le contexte actuel et au regard du lourd héritage que l'ancien régime a légué aux nouvelles autorités. En principe, le président du Faso ne doit pas être évalué sur cette question qui ne relève pas de ses prérogatives. Cependant, comme le montre l'affaire du mandat d'arrêt contre Guillaume SORO, les actions du président du Faso ne sont pas sans incidence sur l'indépendance de la magistrature. Récemment, le président du Faso a procédé au limogeage de juges au niveau du tribunal militaire. En outre, si le président du Faso ne dirige plus le Conseil supérieur de la magistrature, force est de reconnaître que l'exécutif peut agir sur la justice à travers son pouvoir en matière budgétaire par exemple. C'est donc à juste titre que le ROCHMETRE a inscrit cette question au nombre des sujets à analyser. Il ressort que l'enquête que les Burkinabè sont très partagés sur la question. Ils sont 43,80% à approuver l'action du président KABORE dans le domaine judiciaire contre 45,40% qui la désapprouvent. Les élèves et les agriculteurs sont les catégories socioprofessionnelles qui montrent la plus forte adhésion à l'action du président, avec 47% de taux de confiance, tandis les salariés du secteur informel et les indépendants/employeurs sont ceux qui manifestent le plus de désapprobation. En effet, seulement un tiers de chacune de ces catégories socioprofessionnelles soutient la politique du président KABORE en matière d'indépendance de la magistrature. Au niveau de la variable sexe, le niveau de satisfaction est le même chez les femmes et les hommes (44%) ; cependant au niveau des enquêtés insatisfaits, ce sont les hommes qui viennent en tête, avec 47% contre 38% pour les femmes.

La question de l'indépendance de la magistrature demeure une question fondamentale sur laquelle le président KABORE et son gouvernement sont attendus. Leur performance dans ce domaine sera certainement un des déterminants du bilan du président KABORE à l'issue de ce premier mandat. En

effet, la transition n'a pas géré tous les dossiers de crimes de sang et crimes économiques commis sous Blaise COMPAORE. A cela s'ajoutent les nombreux crimes commis pendant l'insurrection et pendant la transition sur lesquels les Burkinabè attendent des réponses justes et rapides. Ce qui est attendu du président KABORE, ce n'est pas de faire juger ces crimes, puisque cela ne relève pas de ses compétences, mais au moins trois choses fondamentales. D'abord, rester impartial et éviter toute interférence dans le domaine judiciaire, c'est-à-dire respecter le principe de la séparation des pouvoirs. Ensuite, doter la justice de moyens humains, logistiques et financiers pour accomplir sa mission, étant donné que cela relève des prérogatives de l'Exécutif. Et enfin, initier, avec les acteurs de la justice, des réformes en vue de consolider l'indépendance des magistrats et de manière générale, la crédibilité de la justice. Pour ce faire, le président du Faso peut s'inspirer du pacte pour le renouveau de la justice adopté pendant la transition comme feuille de route consensuelle pour renforcer l'institution judiciaire dans notre pays.

d) La menace terroriste

Le Burkina Faso a été attaqué le 15 janvier 2016 par un groupe de terroristes sur l'avenue Kwame Nkrumah. Suite à cette attaque, le gouvernement a pris des mesures exceptionnelles afin de sécuriser les populations et prévenir d'éventuelles attaques. Que pensent les Burkinabè de ces mesures et de la manière dont le nouveau président a géré la menace sécuritaire ? L'enquête montre que plus de la moitié (55,40%) sont insatisfaits de la gestion de la crise par le président KABORE, contre un tiers (32,40%) des enquêtés qui se déclarent satisfaits. Dans la capitale Ouagadougou où se sont déroulées les attaques, le niveau d'insatisfaction dépasse la moyenne nationale, avec environ six Burkinabè sur dix qui marquent leur insatisfaction. Le niveau d'insatisfaction est plus élevé chez les Burkinabè de l'extérieur. En effet, un peu plus de six Burkinabè sur dix résidant à l'extérieur se déclarent insatisfaits (62%) contre 58% pour les populations rurales et 52% pour celles résidant en milieu urbain. Au niveau des catégories socioprofessionnelles, ce sont les élèves et les chômeurs qui sont les plus insatisfaits, avec respectivement 24% et 17%. Ce n'est pas surprenant que les Burkinabè soient insatisfaits de la politique sécuritaire du gouvernement. Cela s'explique par les nombreux problèmes que traversent les institutions en charge de la sécurité et de la défense. Les malaises nés de la chute du régime Compaoré, les conflits de pouvoir entre hauts gradés pendant et après l'insurrection, l'insuffisance des moyens, sont autant de facteurs qui ont affaibli les capacités opérationnelles des forces de défense et de sécurité.

Après l'attaque terroriste de janvier 2016, les Burkinabè ont pris conscience de la vulnérabilité sécuritaire du pays et de l'incapacité de l'Etat à faire face efficacement à la menace

terroriste. La gendarmerie nationale, censée intervenir rapidement, n'a pas pu gérer la situation et minimiser les pertes en vies humaines. Les Burkinabè ont compris qu'ils ne sont pas en sécurité face aux djihadistes qui opèrent dans la région. Ces derniers étaient liés par un pacte tacite avec l'ancien régime par l'intermédiaire de Liman Moustapha CHAFI, en poste à la présidence comme conseiller du président COMPAORE, et criminel notoire dans la région. Le Burkina sous COMPAORE a servi comme intermédiaire avec les mouvements terroristes pour la libération d'otages occidentaux. Le régime COMPAORE ne pouvait jouer ce rôle que s'il avait des contacts avec ces organisations criminelles. Ces dernières ont épargné le Burkina dont ils bénéficiaient des complicités. Après la chute du régime COMPAORE, les terroristes n'ont aucune raison objective pour épargner le Burkina, qui a connu plusieurs agressions émanant d'eux vers la frontière avec le Mali et le Niger. L'attaque de Ouagadougou est intervenue à un moment où les nouvelles autorités étaient en train de s'installer. Cela peut être mis à leur décharge.

Cependant, qu'en est-il des mesures prises pour prévenir de telles attaques ? De nombreuses mesures ont été annoncées mais leur application laisse à désirer. A titre d'exemple, plusieurs hôtels à Ouagadougou et dans les provinces ne respectent pas les consignes de sécurité élémentaires qui consistent à identifier leurs clients. Il en est de même des compagnies de transport. Qu'en est-il de la mise en place d'une unité anti-terroriste ? Sur cette question également, à l'issue des cent jours du président KABORE, aucun signe officiel n'a été enregistré dans ce sens. Le gouvernement a néanmoins mis sur pied l'agence nationale de renseignement (ANR). Cette nouvelle institution devrait jouer un rôle important dans la lutte anti-terroriste, à condition qu'elle ait les moyens pour mener à bien sa mission. La question de fond sur ces questions sécuritaires est de savoir à quel moment les Etats africains vont prendre en charge leur propre sécurité. L'expérience montre que la tutelle sécuritaire de la France, loin d'être une solution durable, apparaît plutôt contre-productive. En effet, il faut s'interroger sur l'efficacité de ce choix stratégique, car il semble bien que la présence militaire française accroît la dépendance stratégique des Etats africains. Une réflexion doit être à cet effet lancée au niveau des Etats de la région afin d'étudier les solutions locales au problème du terrorisme.

e) Les délestages

Les problèmes énergétiques se posent au Burkina depuis des années à cause de la forte dépendance du pays dans ce domaine et des faiblesses de ses politiques d'approvisionnement en énergie. L'énergie est stratégique non seulement au niveau des ménages mais aussi au plan économique. Selon les données recueillies dans la plateforme, plus de six Burkinabè sur dix, soit 62,20%, se déclarent insatisfaits de la gestion des délestages par le président KABORE. Le niveau d'insatisfaction est plus grand dans les régions du Nord, de l'Est et du Sud-Ouest, respectivement 15%, 19% et 20%. Au niveau des catégories socioprofessionnelles, ce sont les chômeurs et les étudiants qui sont les plus insatisfaits, avec respectivement 12% et 17%. Selon le milieu de résidence, il apparaît que les

Burkinabè de l'extérieur et ceux résidant dans le pays (rural, urbain) affichent la même réserve face à la politique du président face aux délestages. Ils sont en effet au moins six sur dix enquêtés dans les trois milieux de résidence à marquer leur insatisfaction quant à la gestion de ce problème à l'issue de ces cent jours du président KABORE à la tête du pays.

L'énergie va certainement continuer à jouer un rôle stratégique dans l'économie et la politique au Burkina Faso. La maîtrise de l'énergie et la qualité des politiques publiques que l'Etat va mettre en œuvre dans ce secteur détermineront les capacités du nouveau gouvernement à réaliser son ambitieux programme de développement social et économique. La question de l'indépendance énergétique se pose avec acuité dans presque tous les pays africains où les délestages

constituent un frein au développement. Au Burkina, l'interconnexion avec la Côte d'Ivoire a permis de réduire le déficit en énergie, mais a aussi induit une dynamique de dépendance politique et stratégique vis-à-vis de la Côte d'Ivoire.

Dès lors, la question énergétique ne se pose pas seulement en termes de perspectives de développement national, mais aussi en termes de puissance diplomatique. Il est fort probable que cette situation ait influencé la politique du président KABORE dans le cadre du contentieux avec la Côte d'Ivoire relatif aux mandats d'arrêts contre Guillaume SORO et Blaise COMPAORE. Le Burkina doit définir une nouvelle stratégie énergétique en tenant compte des possibilités qu'offre l'énergie solaire. Il est paradoxal qu'un pays aussi doté en ressource solaire comme le Burkina ne dispose pas d'institut de recherche sur le solaire. La science et la technologie doivent être mobilisées pour faire avancer les projets en matière d'indépendance énergétique. Le lancement récent de la construction d'une centrale solaire par le gouvernement est donc à encourager. En outre, un audit organisationnel et financier de la société en charge de l'électricité (SONABEL) doit être menée afin d'aboutir à des réformes pour améliorer la qualité de la gouvernance de cette société, longtemps gérée selon des considérations partisans et non managériales. Si le Burkina a choisi de ne pas privatiser cette société, il doit faire l'effort de la gérer de manière transparente, efficace et selon les standards internationaux de qualité.

f) Le dialogue avec les syndicats

Le dialogue avec les syndicats est un des sujets sur lesquels le nouveau président a été évalué par les populations. Dès son élection à la magistrature suprême, le président KABORE

et son gouvernement se sont déclarés favorables à un dialogue fécond avec l'ensemble des partenaires sociaux en vue de créer les conditions de stabilité et de compréhension mutuelle indispensables à tout développement socioéconomique. Selon les résultats enregistrés dans la plateforme, il ressort que les Burkinabè sont partagés sur la performance du président sur cette importante question. Il n'existe pas de différence substantielle entre le pourcentage de ceux qui se déclarent satisfaits (44,70%) et ceux qui affirment le contraire (40,20%), même si ces derniers sont légèrement moins nombreux. C'est plutôt au niveau des catégories socioprofessionnelles que de nettes disparités apparaissent. En effet, alors que les plus mécontents se comptent au sein des étudiants (39%) et des travailleurs salariés du public (39%), tandis qu'ils sont six élèves et six salariés sur dix du secteur informel à se déclarer satisfaits de la politique du président en matière de dialogue avec les syndicats.

Ces données évolueront probablement dans les jours et mois à venir lorsque les syndicats vont apprécier sur le terrain la mise en œuvre des engagements pris par le gouvernement, et de manière générale, la qualité du dialogue avec le nouveau régime. Pendant les cent jours du président KABORE, il n'y a pas eu d'actions d'envergure à l'endroit des travailleurs en général et des syndicats en particuliers. Les

contacts ont été noués avec le gouvernement et les principaux syndicats organisés au sein de l'Unité d'action syndicale, mais il n'y a pas de bras de fer ni d'échanges approfondis entre les deux parties. Les syndicats se sont engagés à poursuivre leur combat contre la vie chère et pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs. L'Unité d'action syndicale par la voie d'un de ses leaders déclarait que le nouveau président n'aurait pas droit à un état de grâce en raison de son expérience politique. Ces déclarations avaient laissé penser qu'un affrontement allait être imminent après l'installation des nouvelles autorités, ce qui n'a pas été le cas. En clair, à l'issue de ces cents, il faut dire que la stratégie du président et de son gouvernement n'est pas encore entièrement déroulée sur le terrain, et c'est dans les mois à venir que les citoyens pourront se faire une idée précise du référentiel du nouveau pouvoir en matière de dialogue social.

g) La lutte contre la corruption

La lutte contre la corruption est une des priorités du président KABORE qui s'est engagé à combattre la mauvaise gouvernance et à instaurer une lutte sans merci contre l'impunité. A

l'issue de ses cents jours de présidence, le président ne semble pas avoir convaincu les Burkinabè quant à sa capacité et son engagement à combattre la corruption. En effet, plus de six enquêtés sur dix (62%) déclarent insatisfaits de la manière dont le président a géré les problèmes de corruption pendant ses cent premiers jours de pouvoir. C'est environ un tiers des enquêtés qui se déclarent satisfaits. Le niveau de satisfaction est plus bas chez les catégories socioprofessionnelles telles que les étudiants (19%) et les chômeurs (15%) tandis qu'il est plus élevé chez les élèves (60%) et les agriculteurs (63%). S'agissant du milieu de résidence, la donnée la plus frappante concerne les milieux urbains où sept Burkinabè sur dix se déclarent insatisfaits de la gestion des problèmes de corruption par le président KABORE. Le niveau de satisfaction reste également faible au niveau des Burkinabè de l'extérieur et de ceux résidant en milieu rural où plus de la moitié des enquêtés affirment ne pas être satisfaits. De manière générale, ce mécontentement des populations quant aux questions de lutte anti-corruption était étroitement lié au lourd héritage du régime Compaoré et aux dossiers en suspens devant les tribunaux.

En effet, la transition n'a pas pu mener à terme le combat qu'elle s'est engagée à réaliser contre les crimes économiques. Certes, des arrestations de présumés coupables de détournements de deniers publics ont été enregistrées, la haute cour de justice a été installée, mais dans le fond, aucun changement majeur n'a été enregistré dans la lutte contre l'enrichissement illicite et la corruption. Des rumeurs de corruption au sein des institutions de l'Etat ont même émaillé le processus de transition. D'autres rumeurs de corruption concernant la transition ont été diffusées dans les médias après l'élection du président KABORE. En cent jours, il est évident que la corruption ne saurait être éradiquée. Cependant, si des mesures fortes et volontaristes avaient été annoncées, il est probable que les populations aient eu une perception plus positive de l'action du président du Faso dans ce domaine. A titre d'exemple, le président du Faso pouvait soumettre à une enquête de moralité toutes les personnes appelées à occuper des postes de responsabilités et dont la nomination relève de ses prérogatives. Une simple annonce dans ce sens pouvait être un signal fort en matière de lutte contre la corruption. En outre, certains citoyens ignorent le principe de la séparation des pouvoirs, au nom duquel le président du Faso ne peut en aucun cas garantir la répression des actes de corruption, lesquels relèvent de la justice. Cet amalgame peut également expliquer dans une certaine mesure les perceptions négatives qui ont été enregistrées.

h) La trajectoire générale adoptée par les nouvelles autorités

Que pensent les Burkinabè de la trajectoire générale adoptée par le pays à l'issue des cent jours du président KABORE à la tête de l'Etat. Selon les données fournies par la plateforme PRESIMETRE, presque la moitié des enquêtés (46,70%) déclarent leur scepticisme quant à la trajectoire générale adoptée par le président KABORE et son équipe. Ils sont par contre environ quatre Burkinabè sur dix (43,30%) à exprimer une opinion contraire. Le niveau de satisfaction est plus bas chez les jeunes (18-35 ans) que chez les plus âgés (plus de 35 ans),

avec respectivement 45% et 49% d'opinions défavorables. Selon la variable sexe, les femmes sont plus pessimistes que les hommes. Elles sont en effet quatre sur dix à exprimer une opinion défavorable contre presque la moitié pour les hommes. En ce qui concerne le milieu de résidence, les Burkinabè de l'extérieur et ceux résidant en milieu rural affichent plus de pessimisme que ceux résidant dans les villes. Au niveau des régions, les régions les plus favorables à la politique générale du président KABORE sont celles du Sahel et du Nord (respectivement 35 et 31% d'opinions favorables), tandis que les plus défavorables sont celles des Hauts bassins (16%) et du Plateau central (18%).

Que retenir de ces tendances ? Il faut indiquer que malgré les opinions favorables enregistrées çà et là sur les engagements électoraux du président KABORE et sur les questions d'actualité, les Burkinabè qui croient au processus sont moins

nombreux que ceux qui n'y croient pas. Cela n'apparaît pas comme un désaveu pour le président KABORE, mais comme une interpellation à faire davantage, à décliner clairement ses intentions sur les questions brûlantes et les nombreux défis auxquels le pays fait face.

En effet, un des déterminants de ces perceptions négatives est sans doute le déficit de lisibilité de certaines politiques publiques. C'est le cas des politiques de sécurité et de la politique étrangère sur lesquelles existe une grande ambiguïté. Sur l'affaire des Koglweogo, tantôt l'Etat condamne les exactions, tantôt il semble les galvaniser. Au fond, quelle est la politique sécuritaire du gouvernement KABORE ? Si les milices sont des initiatives locales, où est l'initiative de l'Etat ? Sur la question des mandats d'arrêt contre Guillaume SORO, tantôt le président déclare ne pas vouloir interférer dans les affaires de la justice, tantôt il fait le contraire en limogeant des juges en charge du dossier au niveau du tribunal militaire. Il faut espérer que les mois à venir, le président KABORE et son gouvernement déclinent de manière plus précise leurs intentions. Cela afin que les populations se fassent une opinion plus informées des politiques concrètes qui sont envisagées.

III. DIALOGUE DEMOCRATIQUE SUR LES RESULTATS DE L'ENQUETE PRESIMETRE

Le dialogue démocratique est un mécanisme de participation démocratique que le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) met en œuvre depuis sa création en 2001. Il met

généralement en discussion des sujets d'intérêt politique, économique et/ou socio-culturel. A cet effet, les dialogues démocratiques du CGD se profilent comme un espace de rencontre entre les acteurs de la société civile, les acteurs politiques, les partenaires techniques et financiers ainsi que les partenaires sociaux. La CODEL et le CGD en partenariat avec Diakonia ont opté de soumettre les résultats du sondage à ce cadre d'échanges démocratique le lundi 18 avril 2016 au Conseil Burkinabè des Chargeurs (CBC). L'objectif principal étant de suivre et d'évaluer les 100 premiers jours du président Roch Marc Christian KABORE à partir des perceptions recueillies sur la plateforme du PRESIMETRE. Subsidiatement, le dialogue démocratique permet de :

- Créer un espace de dialogue entre les acteurs de la gouvernance démocratique,
- Faire connaître les opinions des burkinabè sur les 100 jours du Président
- Formuler des recommandations en vue de déboucher sur une amélioration de l'action publique.



1. La méthodologie du dialogue

Les profils suivants donnent un aperçu des participants :

- membres du Gouvernement ou leurs représentants ;
- députés de l'Assemblée nationale ;
- députés de l'ex-CNT ;
- partenaires techniques et financiers ;
- agents des secteurs public et privé ;
- représentants des partis politiques ;
- représentants des organisations de la société civile et des syndicats ;
- journalistes ;
- Etudiants ;
- Citoyens ordinaires ;

Le dialogue a été marqué par trois phases principales: la première était un mot de bienvenue prononcé par le Président de la CODEL, Me Halidou OUEDRAOGO au nom des organisations membres et de l'ONG Diakonia ; la seconde est un zoom sur le PRESIMETRE, concept plus englobant qui suit et évalue toute l'activité gouvernementale, et le ROCHMETRE dédié au suivi des actions du Président; la dernière est l'exposé in extenso des perceptions des citoyens sur les engagements du Président et sur des variables lourdes amplement présentées.

2. La substance des débats

Plusieurs participants, dans le temps imparti aux échanges, ont réagi aux différentes communications autour des points suivants :

- La méthodologie : les questionnements soulevés concernent la taille de l'échantillon, la fiabilité de traitement des informations, la sincérité des votants, l'accessibilité aux canaux...
- Les délais du sondage: certains ont estimé les délais assez courts et la communication insuffisante sur la plateforme.
- Les risques de récupération politique : des questionnements ont été enregistrés sur les risques de manipulation politique et d'instrumentalisation
- Le phénomène Koglwéogo : considéré comme une variable lourde, ce phénomène ne figure pas dans les engagements du Président mais a été évoqué plusieurs fois par les intervenants qui ont invité le Gouvernement à trancher dans le vif entre suppression, encadrement ou formule hybride de cohabitation ;
- Des recommandations majeures ont été formulées par les participants notamment sur l'accélération de la cadence des changements ainsi que sur certaines des tendances lourdes qui devraient connaître un traitement diligent : justice, sécurité, éducation, effectivement des mesures sur la santé, l'eau et l'éducation.

Les panélistes ont salué le niveau de participations des citoyens à cet espace de dialogue et confirmé avoir pris bonne note des contributions, propositions et recommandations tant pour l'amélioration de l'initiative d'évaluation citoyenne que pour les réponses à apporter aux préoccupations citoyennes.

Les initiateurs de la présente évaluation des 100 jours n'entendent pas se substituer aux citoyens qui ont opiné librement ni aux autorités qui sont qualifiées pour orienter les politiques publiques en fonction des perceptions prégnantes.

3. Recommandations

Après analyse des résultats du sondage, le comité en charge de la conduite de l'évaluation des 100 jours du Président du Faso tire les leçons suivantes :

Au niveau de la méthodologie

- Renforcer la communication autour de la plate-forme,
- Intensifier la sensibilisation en vue de son appropriation par les masses
- La gestion de la plate-forme dans l'entre deux évaluations
- Renforcement de la sécurité de la plate-forme
- Réduire la taille du questionnaire
- Utiliser le broadcast pour la sensibilisation

Au niveau des résultats

- Donner plus de lisibilité dans la mise en œuvre du programme présidentiel
- Renforcer les moyens de mise en œuvre des mesures annoncées par le gouvernement dans le domaine de la santé
- Opérationnaliser les engagements visant l'effectivité du droit à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement
- Harmoniser la communication du gouvernement sur la reconnaissance et/ou la gestion des Koglweogo
- Renforcer l'indépendance de la justice et sanctionner les cas de corruption dans le milieu judiciaire
- Trouver une solution pérenne à la question des délestages (la location de groupes électrogènes ne rassure pas le citoyen)
- Sanctionner systématiquement les cas avérés de corruption pour l'exemple.
- Recommandation générale transversale à toutes les problématiques : Travailler à réhabiliter la politique au Burkina Faso. Cela afin que les citoyens changent de regard sur la chose politique comme le domaine par excellence du mensonge, de la ruse, des promesses jamais tenues

IV. CONCLUSION

Au terme de cette première activité du PRESIMETRE, la CODEL et Diakonia estiment avoir joué leur partition dans la promotion de la citoyenneté responsable et le renforcement de la

bonne gouvernance. Le programme PRESIMETRE est à ses débuts et d'autres actions d'envergure sont prévues dans les jours à venir pour consolider les acquis engrangés. La conviction profonde qui sous-tend cette démarche est que la qualité de la démocratie est fonction de la capacité des gouvernants à tenir leurs engagements, et des citoyens à leur demander des comptes. Cette stratégie procède de la mise en œuvre de la démocratie participative qui voudrait que la reddition de compte s'institutionnalise dans la société, au-delà des processus électoraux.

En effet, la tendance observée dans les pays africains est d'attendre les élections pour demander des comptes des dirigeants et pour sanctionner en cas de besoin ou même boycotter les élections. Une telle approche a montré ses limites dans notre pays, d'où la nécessité d'inciter les citoyens à s'exprimer à tout moment, à exiger des dirigeants le respect de leurs engagements électoraux afin que les politiques publiques soient le reflet de la volonté populaire. Le PRESIMETRE a eu le mérite d'avoir bénéficié du soutien du président du Faso en personne qui a accepté de se prêter aux questions des journalistes et des citoyens à la télévision nationale, à la suite de la publication du sondage.

Ces espaces de dialogue entre dirigeants et citoyens sont importants car ils participent à la construction de la démocratie et à la pacification des rapports sociaux. Le débat politique est en effet constitutif d'espaces publics de socialisation démocratique nécessaire à la banalisation du régime démocratique. La CODEL et Diakonia espèrent vivement que les résultats du sondage permettront d'améliorer la qualité de la gouvernance dans notre pays pour le plus grand bien de nos concitoyens, plus spécifiquement les plus vulnérables. La démocratie n'a de sens que si elle contribue à l'éradication de la misère et à l'effectivité des droits humains, c'est-à-dire à promouvoir et défendre la dignité humaine. Et c'est au nom de ce paradigme que la CODEL et Diakonia se sont engagés à œuvrer pour un Burkina plus libre et plus prospère.

V. ANNEXE : QUESTIONNAIRE DU SONDAGE ET RESULTATS COMPLETS

QUESTIONNAIRE : Les 100 Jours du Président ROCH MARC CHRISTIAN KABORE

1. LE ROCHMETRE

Au regard des actes posés en ces 100 premiers jours de la présidence de RMCK, avez-vous le sentiment que ses engagements pourraient être tenus ?

1. Rendre accessible une éducation de qualité

- Confiance
- Pas confiance
- Ne Sait Pas

2. Rendre accessible à tous des services de santé de qualité

- Confiance
- Pas confiance
- Ne Sait Pas

3. Atteindre un taux d'accès à l'eau potable de 100% en milieu urbain et rural

- Confiance
- Pas confiance
- Ne Sait Pas

4. Rendre accessible les services et infrastructures d'assainissement à au moins 80% de la population urbaine et 50% de la population rurale

- Confiance
- Pas confiance
- Ne Sait Pas

5. Augmenter les potentialités de production afin de faire reculer considérablement l'insécurité alimentaire à l'horizon 2020

- Confiance
- Pas confiance
- Ne Sait Pas

6. Donner à la jeunesse de véritables chances de s'épanouir et participer au développement du pays

- Confiance
- Pas confiance
- Ne Sait Pas

7. Promouvoir la femme comme acteur dynamique de développement

- Confiance
- Pas confiance

- Ne Sait Pas

2. LES TENDANCES LOURDES

Au regard du contexte national des 100 premiers jours de la présidence de RMCK, quel est votre avis sur la manière dont les questions ci-après ont été gérées ?

8. Les Koglweogo

- Satisfait
- Pas satisfait
- Sans avis

9. Le mandat d'arrêt contre Guillaume SORO

- Satisfait
- Pas satisfait
- Sans avis

10. L'indépendance de la magistrature

- Satisfait
- Pas satisfait
- Sans avis

11. La menace terroriste

- Satisfait
- Pas satisfait
- Sans avis

12. Les délestages

- Satisfait
- Pas satisfait
- Sans avis

13. Le dialogue avec les syndicats

- Satisfait
- Pas satisfait
- Sans avis

14. La lutte contre la corruption

- Satisfait
- Pas satisfait
- Sans avis

15. De manière générale, pensez vous que la trajectoire adoptée va dans le bon sens

- Satisfait
- Pas satisfait

- Sans avis

3. I.IDENTIFICATION

16. Age

- 18 à 35 ans
- Plus de 35 ans

17. Sexe

- Masculin
- Féminin

18. Region

- BOUCLE DU MOUHOUN
- CASCADES
- CENTRE
- CENTRE EST
- CENTRE NORD
- CENTRE OUEST
- CENTRE SUD
- EST
- HAUTS-BASSINS
- NORD
- PLATEAU CENTRAL
- SAHEL
- SUD OUEST
- EXTERIEUR AFRIQUE
- EXTERIEUR EUROPE
- EXTERIEUR ASIE
- EXTERIEUR AMERIQUE
- EXTERIEUR OCIANIE

19. Milieu de résidence

- Urbain(Chefs lieux des provinces)
- Rural(Communes rurales, villages)
- Réside hors du pays

20. Catégorie Socio Professionnelle

- Salarié du public
- Salarié du privé formel
- Salarié du secteur informel
- Indépendant /employeur
- Agriculteur
- Elève
- Etudiant
- Ménagère
- Aides familial
- Chômeur
- Retraité
- Autre Inactif
- Ne sais pas
- Ne veut pas répondre

LES STATISTIQUES GENERALES ET DESAGREGÉES SUR LES RESULTATS DU SONDAGE

